



## Demande de reconnaissance d'une exploitation au sens des arts. 6 ss et 29a ss de l'ordonnance fédérale sur la terminologie agricole et la reconnaissance des formes d'exploitation du 7 décembre 1998 (OTerm, RS 910.91)

---

1. **Nom et adresse du requérant :** ..... Année de naissance : .....
- .....
- Formations agricoles achevées : .....
- Autres formations achevées : .....
- Profession principale : ..... depuis : .....
- Téléphone : ..... Mobile : .....
- E-mail : .....
- Motif de la demande :
- Nouvelle exploitation :  Reprise d'exploitation :  Partage d'exploitation :  Autre :

2. **Nom et adresse de l'ancien exploitant (si reprise ou partage) :**
- .....

3. **Type et forme juridique de l'exploitation :**

Type	Forme juridique
▪ Exploitation à l'année <input type="checkbox"/>	▪ Personne physique <input type="checkbox"/>
Exploitation de pâturage communautaire <input type="checkbox"/>	▪ S.à.r.l. <sup>1/</sup> <input type="checkbox"/>
Exploitation d'estivage <input type="checkbox"/>	▪ Société simple <sup>1/</sup> <input type="checkbox"/>
	▪ S.A. <sup>1/</sup> <input type="checkbox"/>
	▪ SEC <sup>1/</sup> <input type="checkbox"/>
	▪ Communauté d'exploitation <sup>1/</sup> <input type="checkbox"/>
	▪ Communauté partielle d'exploitation <sup>1/</sup> <input type="checkbox"/>
	▪ Autres <sup>1/</sup> : ..... <input type="checkbox"/>

<sup>1/</sup> Si l'exploitation est gérée par une société ou communauté, les membres doivent être mentionnés sous chiffre 5.

4. **Indications concernant l'exploitation :**

Le centre d'exploitation se trouve à ..... sur la commune de : .....

Type(s) de production(s) : PER biologique Autres : .....

Unités de production : .....

4.1 Surfaces agricoles exploitées

Surfaces en propriété : ..... hectares Surfaces en location : ..... hectares

4.2 Bâtiments

Etable – rural  en propriété en co-propriété  en location en co-location :  
..... (places)

Hangar – cave  en propriété en co-propriété  en location en co-location :  
..... (m<sup>2</sup>)

4.3 Cheptel détenu dans l'exploitation

..... vaches ..... jeunes bovins ..... moutons ..... chèvres

..... chevaux ..... porcs ..... volailles ..... autres

Numéro(s) BDTA : .....

Droit de produire par an : ..... kg lait

4.4 Autonomie de l'exploitation (organisation et main-d'œuvre)

4.4.1 Main-d'œuvre : ..... personnes, dont salariées : ..... personnes.

Nom, tâches dans l'exploitation et taux d'occupation des salariés :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

4.4.2 Machines à disposition (désignation) : .....

4.4.3 Installations à disposition (désignation) : .....

4.4.4 Le requérant tient-il une comptabilité propre à son exploitation :  oui  non

4.4.5 Le requérant est-il associé à d'autres exploitations ?  oui  non

Si oui lesquelles : .....

4.4.6 Liens avec une ou des exploitations situées dans un autre canton :

.....

5. **Noms et adresses des membres** (seulement si l'exploitation est gérée par une société ou communauté) :

Nom et adresse	Formations achevées	Date de naissance	Taux d'occupation dans l'exploitation
.....	.....	.....	..... %
.....	.....	.....	..... %
.....	.....	.....	..... %
.....	.....	.....	..... %
.....	.....	.....	..... %

6. **Remarques :**

.....  
.....

7. **Acceptation de la reprise ou du partage de l'exploitation :**

Lieu et date :

L'ancien exploitant :

.....

.....

Le soussigné atteste que les indications fournies sont exactes et conformes à la vérité.

Il confère à la Commission de reconnaissance des exploitations (ci-après : la CRE) le droit de traiter les données rattachées à la présente demande et de les transmettre aux tiers concernés, dont l'Office fédéral de l'agriculture – OFAG et l'Office cantonal des paiements directs – OPdir. Il autorise les autorités fédérales, cantonales et communales à communiquer à la CRE tous documents et informations en rapport avec la reconnaissance d'exploitation. A cet effet, il délègue expressément ces collectivités de leur obligation de conserver le secret. La CRE est habilitée à se procurer les renseignements pertinents et à consulter les dossiers officiels.

Le soussigné autorise expressément les autorités fiscales cantonales, par le Service cantonal des contributions, à remettre à la CRE une copie de ses deux dernières taxations fiscales en application de l'art. 96 OPD. Si le requérant se prévaut d'une activité pratique exercée pendant au moins trois ans selon l'art. 4 al. 2 let. b OPD, le Service cantonal des contributions transmettra une copie de ses trois dernières taxations fiscales.

Lieu et date :

Le requérant :

.....

.....

La demande doit être adressée au : Service de l'agriculture,  
Commission de reconnaissance des exploitations  
case postale 437, 1951 Sion

Elle doit être accompagnée des **documents exigés** (voir liste annexée)